
LA MÉDITERRANÉE EN RELIEF

Par Jean-Claude Flamant, président de la Mission Agrobiosciences.

AOÛT 2010

www.agrobiosciences.org

EDITÉ PAR LA MISSION AGROBIOSCIENCES, DANS
LE CADRE DES 16èmes CONTROVERSE DE MARCIAC,
« LA MÉDITERRANÉE AU CŒUR DE L'EUROPE :
SONDER LES FRACTURES, DÉVOILER LES FAILLES,
RÉVÉLER LES ACCORDS », AOÛT 2010.

Mission Agrobiosciences
Enfa BP 72 638
31 326 Castanet Tolosan
tel : 05 62 88 14 50





LES CONTROVERSES DE MARCIAC

En l'espace de seize ans, les Controverses de Marciac (Université d'Eté de l'Innovation Rurale) se sont affirmées sur le plan local, national et européen, comme un lieu unique d'instruction collective des problématiques qui interpellent fortement notre société : le futur de l'agriculture, l'évolution de notre alimentation, la transformation des territoires ruraux... Mêlant les expériences et les publics (agriculteurs, chercheurs, politiques, responsables d'associations et de syndicats, étudiants...), ces rencontres ouvertes à tous sont organisées chaque année par la Mission Agrobiosciences et la Communauté de Communes Bastides et Vallons du Gers dans le cadre du festival international de Jazz In Marciac. Les actes qui en découlent peuvent être gratuitement téléchargés sur le magazine Web de la Mission Agrobiosciences : [www. agrobiosciences.org](http://www.agrobiosciences.org).

Contact :
Jean-Claude Flamant
flamant@agrobiosciences.com

Jean-Marie Guilloux
jm.guilloux@agrobiosciences.com

LA MÉDITERRANÉE EN RELIEF

Par Jean-Claude Flamant, président de la Mission Agrobiosciences

La Mission Agrobiosciences a fait le choix cette année de mettre le cap sur la Méditerranée pour débattre des rapports de la société aux activités agricoles et aux territoires ruraux. Pourtant, il ne s'agissait pas de refaire un de ces nombreux colloques qui magnifient les atouts de cette région du monde, un colloque sur le «rêve méditerranéen», rêve d'unité, rêve des mythes fondateurs, rêve de partenariat fusionnel. D'où une orientation géopolitique donnée à ces 16èmes Controverses : «*La Méditerranée au cœur de l'Europe*». Notre option : convoquer invités et participants à considérer comme un préalable que ce «rêve méditerranéen» est aveuglant, qu'il empêche de voir en toute lucidité les fractures béantes et les failles sous-jacentes avec lesquelles il faudra compter pour fonder les alliances du futur.

Sans attendre une retranscription intégrale des interventions et des débats, quelques messages m'ont semblé plus saillants que d'autres, mettant la Méditerranée en relief, sans que ce texte prétende s'imposer comme une conclusion ni même comme une synthèse.

En France, on parle de la Méditerranée comme pour éviter de parler de l'Algérie

Bien évidemment, il y a eu la confirmation que le monde méditerranéen doit être vu comme un monde de fractures et de failles et de murs dressés sur les routes séculaires. Un accord général s'est rapidement dégagé pour les nommer : ainsi le conflit israélo-palestinien et même plus largement israélo-arabe, les relations difficiles entre la Turquie et la Grèce qui se cristallisent avec la séparation de Chypre en deux Etats, la frontière fermée entre le Maroc et l'Algérie pour cause de discorde sur l'avenir du Sahara occidental, l'explosion de la Yougoslavie et ses conséquences pour le Kosovo et aussi pour la Grèce qui conteste le droit à l'une des anciennes républiques yougoslaves devenue indépendante de porter le nom de Macédoine. Voilà pour le constat auquel tout le monde s'attendait.

Le géographe Michel Foucher, en tant que premier intervenant de ces trois journées, met d'emblée l'Algérie au programme de ces Controverses de manière inattendue. Il a brossé un tableau

géographique du monde méditerranéen, de manière originale sous la forme d'un bréviaire¹, autrement dit un lexique, en sélectionnant une dizaine de lettres de l'alphabet pour énoncer quelques traits majeurs à avoir à l'esprit. Et à la lettre « R comme ressentiment » il pointe la persistance du contentieux franco-algérien, entre les politiques certes, mais aussi toute l'absence d'un climat de confiance qui empêche la mobilité des populations, y compris entre membres d'une même famille. Et d'insister : en France on parle de la Méditerranée comme pour éviter de parler de l'Algérie, en quelque sorte pour cacher une difficulté. Un point de vue fortement appuyé par l'ancien ministre de l'Agriculture Hervé Gaymard qui se saisit du procédé de Michel Foucher à propos de la politique extérieure de la France, pour rappeler qu'avec la première lettre de l'alphabet, A, on va trouver « Afrique » et « Allemagne », mais surtout « Algérie ». Et de pointer le blocage algérien dans les relations entre les rives nord et sud de la Méditerranée. Un blocage, insiste-t-il, qui porte en France sur pas moins de « cinq mémoires algériennes » différentes et parallèles : celle des français algériens rapatriés, celle des harki, des français d'origine algérienne non harki, des soldats du contingent, et enfin des officiers et sous-officiers d'active qui n'ont pas la même mémoire que les soldats du contingent.

Pourtant, rappelle plus tard l'historien Henry Laurens, le temps de la colonisation... le temps passé est passé. Mais ce qui s'impose c'est que la page n'est pas totalement tournée. Et la plupart des participants, qu'ils soient français ou algériens, ou ni l'un ni l'autre, de constater que les plaies de la guerre d'Algérie n'étaient toujours pas guéries et que les relations difficiles entre les deux gouvernements perturbaient régulièrement les tentatives d'entente pour résoudre les problèmes de l'ensemble du bassin, et pas uniquement les problèmes franco-algériens. Certains pouvaient peut-être avoir en tête le litige remonté à la surface à propos de la personnalité algérienne d'Albert Camus en référence à ses interventions publiques à propos des atrocités de la guerre d'Algérie.

¹ Voir l'ouvrage de Predag Matvejevitch : « Bréviaire méditerranéen », Fayard, 1992

Question : ces mauvaises relations sont-elles le fait des acteurs politiques ou des gens de tous les jours ? A l'écoute d'autres intervenants, on comprend qu'il faudra probablement que la génération des combattants des années 50 et 60 ait disparu pour tirer les leçons en toute sérénité et que les gouvernements tournent la page de ces drames. Pourtant, suggère Jean-Louis Guigou dans son intervention finale, ne pourrait-on pas dépasser ces malentendus de l'histoire et s'engager dans un partenariat étroit entre les deux pays, sur la base d'un grand projet politique commun, comme ont su le faire l'Allemagne et la France dans un grand mouvement de réconciliation après une autre guerre ?

Dans 20 ans, les deux pays pourront-ils célébrer ensemble les deux cents ans de la conquête de l'Algérie ? Rien n'est moins sûr !²

Un monde en panne politique : une Europe réactive aux évolutions du monde, une coopération nord-sud insuffisante et une coopération sud-sud inexistante

A l'évidence, les régimes politiques de la plupart des pays du sud et de l'est de la Méditerranée sont bien loin d'être démocratiques affirment certains intervenants des pays du Maghreb. Le politologue Salam Kawakibi appelle un chat un chat en les nommant : ce sont des systèmes totalitaires. Commentaire : les dirigeants font tout pour rester en place quoiqu'en pensent les populations, d'ailleurs celles-ci n'ont pas de grandes possibilités d'expression avec des médias contrôlés par les autorités. Et chaque Etat tend à se crispier dans une logique de repli nationaliste au service du pouvoir politique... On est bien loin du rêve méditerranéen d'unité. Beaucoup plus dans une logique de divergence entre ses différentes parties. De plus, la coopération « nord-sud » est évidemment insuffisante, mais la coopération « sud sud » est, elle, inexistante souligne Emmanuel Dupuy, de l'Institut de Recherches Stratégique de l'Ecole Militaire.

Que peut-on dire des évolutions du côté européen ? Ce qui se dégage d'abord clairement, avec un certain consensus, c'est que la construction politique et économique européenne en intégrant les pays d'Europe du sud dans sa dynamique, a eu pour conséquence de rapprocher

² d'où la pertinence du titre de l'ouvrage de Raphaëlle Branche : « La guerre d'Algérie : une histoire apaisée ? », Le Seuil, Points Histoire, 2005

leur équipement et leur niveau de vie, accroissant d'autant les disparités entre les deux rives de la Méditerranée. Mais, un deuxième constat : cette l'Europe politique active serait devenue seulement *réactive* aux évolutions du monde, et non plus *proactive* et imaginative telle qu'elle l'était dans sa première phase. Une explication : la peur du « bloc de l'Est » voisin a disparu avec la chute du mur de Berlin et la dislocation de l'URSS, or ce moteur stimulant pour approfondir l'union politique de l'Europe fait aujourd'hui défaut. Sans oublier aussi que l'élargissement s'étant fait justement par une intégration des pays d'Europe Centrale, l'attention vers les pays du sud s'est relâchée souligne Lucien Bourgeois.

Dernier constat dans ce panorama géopolitique : la rupture de 1989-1991 s'est accompagnée de l'émergence de la super puissance des Etats-Unis, à la fois par ses pressions vers plus de libéralisme économique, induisant la disparition des obstacles aux échanges dans le cadre de l'OMC, et par son influence déterminante dans les négociations pour tenter de résoudre l'épine du Proche-Orient. Sans oublier que les ressources stratégiques de pétrole sont concentrées là : Irak, Iran, Koweït, Arabie Saoudite.... Tout ceci tendrait à crédibiliser le concept de Choc des Civilisations formulé par Samuel Huntington. L'Europe serait-elle devenue, sans y prendre garde, « le faubourg de l'Europe » ?

Globalement, non seulement le monde méditerranéen est un monde fracturé, mais il s'en dégage le sentiment d'une « panne politique », y compris de la part de l'Europe, alors que cette région du monde est un précipité des périls géopolitiques qui menacent le monde.

Le défaut originel de l'Union pour la Méditerranée : c'est l'Europe qui prend l'initiative en direction de pays qui ne sont pas forcément demandeurs

Alors, cette Union pour la Méditerranée mise au programme des Controverses, est-ce une bonne solution politique ? Constatons d'entrée de jeu qu'elle ne suscite pas vraiment l'enthousiasme à l'écoute des différentes interventions et commentaires. Certes, parmi les participants, ceux qui sont familiers des pays du sud et de l'est de la Méditerranée disent qu'ils ont d'abord eu de la sympathie pour cette initiative, mais avant de déchanter. Quels en sont alors les défauts et les failles ?

Tout d'abord, le lyrisme de l'annonce par le président français nouvellement élu a été refroidi par ses partenaires européens souligne Jean-Sylvestre Mongrenier, chercheur à l'Institut Français de Géopolitique. Il y a eu un rappel à la réalité des fondamentaux de la politique européenne, tout particulièrement de la part du partenaire allemand. De fait, le concept, dans sa première formulation, a eu du mal à se situer dans les dispositifs institutionnels de l'Union Européenne, comme si rien n'avait été réalisé auparavant à l'échelle européenne, par exemple de gommer le Processus de Barcelone initié en 1995 et de se priver de l'analyse des difficultés comme des avancées de celui-ci, d'ignorer aussi les avancées réalisées dans le cadre de « la politique de voisinage » constitutive de la démarche européenne et dont continuent à bénéficier plusieurs pays méditerranéens.

En fait, plusieurs intervenants rappellent que le principe de la coopération de l'Europe avec les pays méditerranéens non membres a été très tôt inscrit dans les textes : ainsi, dès les années 60, des accords de coopération économique et commerciale ont été signés avec le Maroc et la Tunisie. Sans oublier le processus de coopération dit « Dialogue 5+5 » initié en 1990³, un dispositif qui n'a pas offusqué les autres pays de l'Union Européenne. Et puis, les difficultés incontournables de tout montage politique méditerranéen sont réapparues : quel pays peut se prévaloir d'une prééminence incontestée parmi les pays arabes ? Quelle cohabitation est possible avec Israël au sein des conférences intergouvernementales ? Finalement l'affaire de Gaza a mis à bas toute possibilité de conférence « au sommet » souligne Dominique Baudis, Président de l'Institut du Monde Arabe, dans une interview spécialement enregistrée pour les Controverses de Marciac : place aux initiatives de la société civile conclut-il. Avis différent que celui du politologue Barah Mikail, spécialiste du Proche-Orient : pour lui, ce qui est à ses yeux un défaut majeur de conception, c'est justement d'avoir sous-estimé la force des blocages politiques et de penser que des progrès économiques, techniques et écologiques ayant été réalisés, les politiques suivront. Or les risques sont grands, dit-il, pour les pays des deux rives de la Méditerranée que l'on aille à l'échec. D'autant analyse-t-il, que l'on assiste, non pas à « un retour du religieux » mais « au recours au

religieux » comme le démontre le Hamas ou le Hezbollah.

Certains ont considéré aussi qu'il y avait de toute manière un défaut originel – l'asymétrie entre l'Europe et les autres pays : c'est l'Europe qui prend l'initiative en direction de pays qui ne sont pas forcément demandeurs. Pourtant, tout bien réfléchi, ce ne serait pas si important que cela si on parvenait à se mettre d'accord sur quelques grands chantiers de coopération d'intérêt commun sur lesquels pourraient travailler les experts, techniciens et économistes. Et une liste en est fournie qui sélectionne les grandes questions propres au monde méditerranéen. Avec une insistance particulière, explicite Emmanuel Dupuy, sur les solidarités concernant de nouveaux facteurs de sécurité, à la fois dans le domaine des armes stratégiques et dans celui de l'environnement, tel que les feux de forêt ou les disponibilités en eau de cette région du monde.

Problème cependant : l'instruction des dossiers étant faite, il faudra bien un arbitrage politique pour avancer. Et puis, les moyens apportés par l'Europe seront-ils à la hauteur des problèmes ? Comment articuler ces objectifs avec les autres dispositifs de la politique européenne ? L'intégration des pays d'Europe Centrale et les efforts pour mettre à niveau leurs infrastructures n'ont-elles pas pour conséquence d'affaiblir les dotations pour la Méditerranée ? Et alors, l'Union pour la Méditerranée ne serait-elle qu'une politique spectacle pour cacher le désengagement méditerranéen de l'Europe ? Sans oublier que la crise financière et économique tombe au mauvais moment avec les mots d'ordre de rigueur budgétaire. Et finalement, affirme le politologue Jean-Sylvestre Mongrenier, comme pour aggraver les traits, il n'existe pas un acteur européen « institué ». Diagnostic sans appel : qu'il s'agisse de l'OTAN ou de l'Union Européenne, il s'agit selon lui d'institutions « non abouties ».

En définitive, les contentieux politiques anciens entre les pays européens et les pays du sud et de l'est de la Méditerranée, tout comme les pannes actuelles de l'Europe, pèsent comme autant de difficultés pour penser le devenir de la Méditerranée et de ses peuples.

³ Cinq pays de l'Union du Maghreb arabe et cinq pays méditerranéens de l'Union Européenne.

Le village méditerranéen est devenu mondialisé

Complément d’instruction par Henry Laurens. Une mise en perspective historique des rapports entre l’Europe et la Méditerranée... Il nous dévoile « *l’invention européenne de la Méditerranée* » et ce que sont les dimensions culturelles de la découverte de la Méditerranée qui vont polariser les perceptions européennes jusqu’à nos jours. Tout d’abord, le concept même de « climat méditerranéen » dont le caractère unique à l’échelle du monde est mis en évidence par les géographes. Puis la mise en scène des vestiges des civilisations antiques qui valent les « voyages en orient » des auteurs du 19^{ème} siècle. Pour finir avec la civilisation des loisirs qui révèle un territoire dont les propriétés – le ciel bleu, le soleil, la mer – accompagnent la découverte des plaisirs du corps. Tout ceci est d’essence européenne. Et c’est cette découverte qui va accompagner la domination politique et économique du monde méditerranéen.

N’oublions pas que le paradoxe de cette histoire, poursuit Henry Laurens, c’est que simultanément, ce « village méditerranéen » est devenu « mondialisé ». Facteur majeur de cette mondialisation, l’émigration des pays du sud vers le reste du monde. D’abord, historiquement, les Italiens, Libanais, Grecs, et Turcs. Puis, Palestiniens, Algériens, Tunisiens, Marocains... En outre, pour Emmanuel Dupuy, la vision que l’Europe peut avoir de la Méditerranée doit cohabiter avec d’autres visions, celle d’acteurs « exogènes » agissant dans un espace « perclus de menaces » sécuritaires, celle du déficit alimentaire comme celle du terrorisme. Et, appuie Bertrand Hervieu, cet espace méditerranéen doit être vu comme impliqué dans d’autres espaces, dans d’autres appartenances.

Le tableau géopolitique de la Méditerranée qu’appelaient à brosse les organisateurs n’incite pas à l’optimisme. C’est une grande déception insiste Bertrand Hervieu, y compris à la suite de sa grande expérience comme Secrétaire Général du CIHEAM, le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes. Cette ambition déçue n’appellerait-elle pas à l’humilité ? Faut-il renoncer aux ambitions et s’admettre seulement modestes ?

L’enjeu incontournable serait pourtant d’organiser et de concevoir un espace sub régional intégré dans la mondialisation. Comme d’autres tentatives répondant à des besoins similaires dans d’autres espaces : l’espace Baltique, celui de la Mer Noire, des Caraïbes, de l’Asie orientale.

Quelle coopération dans des proximités inégalitaires ?

Quel recentrage ? Peut-être pas une vision « aveuglante » d’unité, mais un besoin de coopération dans la proximité, tout en appréhendant de nouvelles dynamiques, avec l’ouverture atlantique, le golfe persique et l’isthme syrien, l’espace sahélo saharien... Tout ceci dans la réalité d’un flux qui est à la fois d’échanges et de menaces insiste Jean-Sylvestre Mongrenier. Et de suggérer qu’à défaut de parvenir à une conception globale et unitaire du monde méditerranéen, il faudrait en venir à concevoir des logiques plurielles de coopération, y compris dans un multilatéralisme « à la carte ».

Question : à défaut d’entente entre les dirigeants politiques, le salut serait-il dans les sociétés civiles comme le suggèrent l’ancien ministre des Affaires Etrangères Hubert Védrine ainsi que Dominique Baudis interviewés dans le cadre des Controverses de Marciac ? Mais cette question entraîne une autre insiste Salam Kawakibi qui a travaillé durant plusieurs années en Syrie, à l’Institut Français d’Alep : qu’appelle-t-on « société civile » dans des pays non démocratiques ? Face aux obstacles à la mobilité entre les personnes, et alors que certains intellectuels minoritaires tentent de se faire entendre sans succès, faut-il seulement parler de coopération entre ministres de l’Intérieur ?

Une tentative par l’économiste algérien Slimane Bedrani de se concentrer sur quelques principes liés à la réalité de la vie quotidienne des populations. Tout d’abord, expose-t-il, on peut admettre que les populations du sud de la Méditerranée aspirent à une convergence de leurs niveaux de vie avec celles du nord. Il ne dit pas « égalité » comme en écho à la question formulée par Edgar Pisani dans une interview enregistrée pour les Controverses de Marciac : « *quelles sont les inégalités acceptables* » entre les deux rives de la Méditerranée ? Et Slimane Bedrani de poursuivre par une mise en rapport des besoins alimentaires avec la productivité insuffisante des agricultures locales. Le déficit majeur est celui des produits agricoles de base pour une population croissante. D’où le caractère illusoire, selon lui, de l’objectif d’« autosuffisance alimentaire », ce qui ne lui apparaît cependant pas en contradiction avec la recherche d’un niveau minimum de « souveraineté alimentaire ». Lequel et comment ? Un débat dont les termes diffèrent

selon la situation de chaque pays ainsi que selon les options politiques.

Face à ces questions, le témoignage de Selma Tozanli, socio-économiste turque, saisit les participants par son contraste évident : ainsi, pendant que les accords politiques tardent à se nouer, que traînent en longueur les négociations pour l'intégration de la Turquie dans l'Union Européenne, les entrepreneurs turcs agissent, investissent et commercent d'un bout à l'autre du bassin méditerranéen, reconstituant à leur manière l'ancien espace ottoman. Témoignages également des coopératives agricoles du sud-ouest... avec par exemple « Arterris⁴ » dont les adhérents vont approvisionner en blé dur les pays du Maghreb. Ou encore « GSN Semences », filiale de « Vivadour » et leader pour la sélection et la production de semences de légumes vers la Turquie et le Maghreb.

Autre exemple de convergence nord sud, celui des actions collectives en faveur de produits bénéficiant de la protection de leur dénomination d'origine géographique, mouvement pour lequel l'Union Européenne dispose d'une réglementation de référence au niveau mondial, mais qui s'appuie aussi sur une alliance internationale des pays et des associations impliqués dans ce mouvement, avec l'association « Origin ». Le cas des coopératives de femmes marocaines impliquées dans la récolte, le traitement et la commercialisation de l'huile d'argan, présenté par la chimiste Zoubida Charrouf, est particulièrement exemplaire. Appui par Dominique Chardon, président de Terroirs et Cultures : coopérer et travailler sur la base de la valorisation de ressources locales spécifiques, telle est la logique. Cette démarche est-elle transposable à la ressource « soleil » ? A l'horizon, l'élaboration d'un « plan solaire méditerranéen ». Mais, la logique ne serait-elle pas d'une autre dimension avec des ambitions industrielles, sans retombées pour la société civile du sud, mais au bénéfice de la sécurité énergétique du nord ? Débat !

Ainsi, pendant que les politiques patinent, les industriels et les commerçants tissent leur toile. Sans oublier d'autres acteurs de la société civile dans le cadre d'associations et de coopératives de producteurs locaux.

⁴ Arterris est issue de la fusion en 2009 du « Groupe Occitan » avec la « Toulousaine des Céréales » et « Aude Céréales ».

Sécurité alimentaire : de déceptions en déceptions ?

Bertrand Hervieu a exprimé sa déception face aux résultats de trente ans d'action du CIHEAM pour la formation des chercheurs et des cadres du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans les pays du sud de la Méditerranée : en fait, ceux-ci sont partis ailleurs, les structures publiques ou privées n'ayant pas été favorables à leur recrutement. Il nomme ça comme étant un « non-désir » des gouvernements de ces pays d'investir dans le secteur pourtant essentiel de la satisfaction des besoins alimentaires, avec pour conséquence un « brain drain » vers les pays européens ou d'Amérique du Nord. Comme pour ajouter à ce déficit, et pour cause de conflit de Gaza, la conférence des ministres de l'Agriculture des pays méditerranéens qui devait se tenir en juin, a été annulée, regrette Bertrand Hervieu. Or, elle avait pour objectif d'introduire le « chantier » de la sécurité alimentaire dans les projets de l'Union pour la Méditerranée⁵.

Le relais pourrait-il être repris au niveau de la coopération scientifique ? C'est l'enjeu du chantier auquel s'attelle Michel Dodet, ancien directeur général adjoint de l'INRA. Il est aujourd'hui coordinateur du projet ARIMNET⁶. En écho aux échanges du premier jour, il affirme sa conviction que le bon concept pour la Méditerranée est celui de la coopération, plutôt que celui de la frontière. Et que le choix de concevoir ce réseau de recherche agronomique prépare l'avenir de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de cette région du monde. Michel Griffon, dans sa position de directeur adjoint de l'Agence Nationale pour la Recherche et de participant à de nombreux groupes d'experts internationaux, désigne en effet les sujets majeurs sur lesquels l'investissement de la connaissance dans le cadre de programmes de démonstration doit porter : climat, santé et maladies émergentes, énergie, environnements littoraux, tourisme et services, migrations, agricultures pauvres. Immenses chantiers !

Retour cependant à la situation de l'agriculture dans les pays du sud, en contraste avec celle de l'agriculture des pays du nord de la Méditerranée. Bertrand Hervieu et François Purseigle pointent la réalité de l'existence de trois types d'agriculture

⁵ Et elle avait été aussi une des motivations du choix du thème des Controverses 2010 de Marciac.

⁶ Réseau de recherche agronomique de l'espace méditerranéen.

dont doit tenir compte toute politique agricole : l'agriculture familiale paysanne dont la progression peut participer à l'émergence d'une classe moyenne, l'agriculture pauvre et précaire dont l'issue se place dans le secteur social, et enfin « une agriculture de firme » résultant d'investissements de fonds souverains étrangers de la part de pays qui se sentent menacés dans leurs approvisionnements alimentaires dans le futur. Comment concevoir et conduire une politique agricole tenant compte de ces trois situations. L'agriculture « de firme », une fois identifiée, est-elle une option acceptable ? Les participants aux Controverses sont partagés.

Un point commun entre le nord et le sud serait-il la défense de l'agriculture paysanne ? Au sein des cercles d'échanges surgit l'idée que la future Politique Agricole Commune devait se concevoir dans ses rapports avec la possibilité de soutenir le développement d'une agriculture paysanne dans le cadre d'une souveraineté alimentaire. En quelque sorte, le regard porté sur la situation de nos voisins du sud méditerranéen nous interrogerait en retour sur nos propres options. L'économiste britannique Thomas Lines insiste tout particulièrement sur le fait que l'avenir des approvisionnements alimentaires se joue au cours des décennies futures sur la productivité d'une agriculture « à bas niveau d'intrants », et c'est particulièrement le cas dans les pays méditerranéens. C'est pourquoi, déclare-t-il, il porte une attention particulière à l'agriculture biologique parce qu'il s'agit selon lui d'un banc d'essai d'une telle agriculture pour le futur, non seulement, pas d'engrais azotés et pas de pesticides, mais aussi moins de phosphore lorsque les gisements en seront épuisés.

Ainsi, l'Union pour la Méditerranée, ce ne serait pas forcément la conception d'un grand espace marchand de libre échange, mais la prise en compte dans les choix politiques des proximités incontournables sur lesquelles insiste Jean-Louis Guigou. Ce qui supposerait de mesurer le sens des évolutions souhaitables et accessibles, tout particulièrement dans le domaine de l'agriculture.

*Jean-Claude Flamant
août 2010*

Lire aussi

D'Ulysse à l'Union pour la Méditerranée. Une ouverture des 16èmes Controverses de Marciac.

Par Jean-Claude Flamant, Président de la Mission Agrobiosciences. Août 2010.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2862

Méditerranée : mille et un mots pour une mer

Une Chronique de la Mission Agrobiosciences et de Cécile Souteyrand, étudiante l'IEP de Toulouse. Juillet 2010.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2853

Quelles limites à l'espace méditerranéen ?

Perspectives mouvantes et vagues frontières.

Une Chronique de la Mission Agrobiosciences et de Cécile Souteyrand, étudiante l'IEP de Toulouse. Juillet 2010.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2855

Chronique de l'Euro-Méditerranée

Une Chronique de la Mission Agrobiosciences et de Cécile Souteyrand, étudiante l'IEP de Toulouse. Juillet 2010.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2860

Régime méditerranéen : le vague à l'âme d'une mer nourricière. Quatre scénarios à l'horizon 2020

Entretien avec Martine Padilla, directrice de recherches en économie alimentaire, CIHEAM. Janvier 2009.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=2663

L'agriculture des pays méditerranéens du sud, entre conquête des marchés européens et réponse aux besoins de subsistance

Le cahier du café-débat avec Gérard Gherzi, directeur de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM) et Omar Bessaoud, enseignant chercheur à l'IAMM. Octobre 2002.

http://www.agrobiosciences.org/article.php3?id_article=0777